

Pas de changement de cap dans les annonces de Macron : **Il faut augmenter les salaires**



Lundi soir, Emmanuel Macron a tenté de mettre fin à la colère sociale exprimée par les Gilets jaunes. **Ses annonces sont loin de répondre à la baisse du pouvoir d'achat et à l'injustice fiscale.** Le gouvernement campe toujours sur sa politique du ruisselement et des premiers de cordée.

Les mesures annoncées ne concernent pas les salaires. Les budgets de l'État et de la Sécurité Sociale qui sont encore mis à contribution, tandis qu'aucune contrainte n'est mise sur les entreprises et les grandes fortunes. Ni le CICE (20 milliards par an pour les grandes entreprises), ni la suppression de l'ISF, ni l'instauration de la flat tax, ni la baisse de l'impôt sur les sociétés ne sont remis en cause.

Dans ces conditions, **SUD Renault appelle les salariés Renault et prestataires à continuer à se mobiliser** et à participer aux prochaines actions pour exiger une hausse des salaires de **300 € net par mois**, et des embauches.

Vendredi 14 décembre 2018

Dans le cadre d'un appel national à une grève interprofessionnelle lancée par SUD/Solidaires et la CGT : **SUD appelle à faire grève dès 13h et à manifester à Paris, place de la République à 12h30**
Départ du TCR à 11h40 pendant la pause repas. Contactez-nous si vous avez besoin d'un moyen de transport

Samedi 15 décembre 2018 avec les Gilets jaunes
Rendez-vous à 10h30 devant la gare Saint Lazare à Paris

Pour une hausse des salaires et une prime exceptionnelle à Renault

Macron a aussi incité les entreprises à verser à leurs salariés une prime exceptionnelle exonérée d'impôt et de cotisations sociales. Une sorte de lot de consolation à la non-augmentation du SMIC et des salaires.

Les sociétés Orange, Publicis, LVMH ou Altice ont annoncé qu'elles allaient verser une prime exceptionnelle.

Avec 5,2 milliard de bénéfices en 2017, un PDG plein aux as, des dirigeants touchant des dizaines de milliers d'actions gratuites, Renault a les moyens de faire un geste significatif. D'autant plus que les salaires sont à la peine : **5 ans sans Augmentation Générale de Salaire (AGS) pour les ETAM, de 2013 à 2017 !**

Salaires Renault		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
APR	AGS	1,5%	2,5%	0	0,7%	1,7%	2,3%	0	0,5%	0	0	0,6%	1,0%
	AI	1,5%	1,2%	0,7%	0,8%	1,3%	0,7%	0	0,5%	1,1%	1,4%	1,4%	1,4%
ETAM	AGS	1,5%	2,5%	0	0,7%	1,7%	2,0%	0	0	0	0	0	1,0%
	AI	1,5%	1,2%	0,7%	0,8%	1,3%	1,0%	0	1,0%	1,1%	1,4%	2,0%	1,4%
Cadres	AI	3,0%	3,7%	0,7%	1,5%	3,0%	3,0%	0	1,0%	1,1%	1,4%	2,0%	2,4%

SUD a écrit à la direction de Renault pour demander le versement d'une prime exceptionnelle

Aucun coup de pouce pour le SMIC

Macron a laissé croire que le SMIC serait augmenté de 100 € en 2019. Il n'en est rien. Ce montant intègre en fait des hausses qui ont déjà eu lieu, et d'autres prévues mais de manière progressive.

Ces 100 € promis aux salariés ayant le SMIC comme **revenu** (salaire+allocations) sont composés de :

→ 20 euros obtenus en 2018 suite à la **baisse des cotisations sociales** salariales (suppression des cotisations maladie et chômage, en échange d'une hausse de 1,7% de la CSG).

→ Une dizaine d'euros de hausse accordée à l'automne 2018 sur la **prime d'activité** (prime qui dépend aussi de la situation familiale et versée par la **Caisse d'Allocation Familiale**, une branche de la Sécurité Sociale).

→ Environ 70 euros de hausse de la prime d'activité en 2019, comprenant à la fois la **hausse déjà prévue** et votée pour le printemps 2019 (30 euros), mais aussi celles attendues de 20 € pour 2020 et 2021.

Autrement dit, **ces 100 euros étaient déjà acquis**, pour près de 30%, dès 2018. Les 70% restants, au lieu d'être accordés sur trois ans, devraient être accordés en 2019. Mais sur le calendrier précis, le gouvernement est encore très flou. En Espagne, le gouvernement a décidé d'augmenter le SMIC espagnol de 22%...

Des retraités qui continueront à perdre du pouvoir d'achat

La CSG a augmenté de 1,7% en 2018 (passant de 6,6% à 8,3 %), sauf pour les retraités ayant des revenus inférieurs à 1200 € par mois. Macron a annoncé lundi qu'il « *annuler[ait] en 2019 la hausse de la CSG subie cette année* » pour les retraités ayant des revenus inférieurs à 2000 €.

Mais Macron n'a pas précisé s'il s'agissait de rembourser uniquement les sommes prélevées en 2018, ou d'annuler cette hausse pour les années suivantes également.

De plus, les pensions 2019 et 2020 du régime général ne sont **plus indexées sur la hausse du coût de la vie**. Elles n'augmenteront que de 0,3% en 2019 et 2020, alors que l'inflation prévue pour 2018 est de 2,1% et pour 2019 de 1.7% selon la Banque de France. Quant aux pensions ARRCO/AGIRC, elles n'ont été revalorisées que de 0,6% au 1^{er} janvier 2018.

De beaux discours sur l'évasion fiscale

Pendant que Macron promettait lundi soir de lutter contre l'évasion fiscale, le Sénat votait l'**allègement de l'Exit Tax** proposé par le gouvernement !

Cet Exit Tax, instaurée par Sarkozy, était pourtant censée lutter contre la fuite des capitaux à l'étranger : les plus fortunés qui partent à l'étranger devaient attendre 15 ans avant de vendre leurs actions. Avant ces 15 ans, ils devaient payer une Exit Tax de 30% sur les plus-values réalisées à l'étranger. Désormais, les exilés fiscaux ne devront plus attendre qu'entre 2 et 5 ans pour ne pas être taxés sur les plus-values réalisées à l'étranger. **Encore une fois le gouvernement est aux petits soins pour les plus fortunés.**

Pour obtenir satisfaction, le meilleur moyen dont disposent les salariés : c'est la grève !

Le gouvernement dénonce la violence, mais lorsque nous manifestons pacifiquement, le gouvernement et le patronat font semblant de ne rien entendre. Les manifestations contre la loi travail, les ordonnances Macron ou la suppression de la retraite à 60 ans n'ont pas suffi. **Ce qui a manqué, c'est une grève qui menace de se généraliser.**

Macron n'a **rien** annoncé pour le relèvement des salaires, des pensions ou des minima sociaux, **rien** pour les revendications lycéennes et étudiantes (suppression de Parcoursup, de la réforme du bac, de la hausse de frais d'inscription pour les étudiants étrangers...), **rien** sur la transition écologique, **rien** pour le développement des services publics de proximité, **rien** pour les transports en commun, **rien** pour la fonction publique... **Il faut imposer un changement de cap !**

Vendredi 14 décembre doit être une étape dans la mobilisation. Les salariés doivent se faire entendre pour obtenir des hausses de salaire. **Tous ensemble, salariés, Gilets jaunes, nous pouvons gagner !**

Justice sociale et fiscale, urgence climatique : un même combat

